



## DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

### Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

**Conseil communautaire du 12 octobre 2017 (6<sup>ème</sup> séance)**

**Délibération n° COM 2017-10-12/07**

**OBJET : Autorisation donnée à la présidente pour la signature du contrat de ruralité 2017-2020 du Nord Grande-terre et la convention financière au titre de l'année 2017**

L'an deux mille dix-sept, le douze octobre à 19h38, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre dûment convoqué, s'est réuni à la salle des délibérations de la mairie de Morne-A-L'Eau sous la Présidence de Madame Gabrielle LOUIS-CARABIN.

**MEMBRES EN EXERCICE : 36**

**NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL : Trente-six (36)**

**CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES PRESENTS : Vingt-trois (23)**

M. ARTHEIN Victor, M. ATAM-KASSIGADOU Moïse, M. BERNARD Jean-Luc, Mme CARDOVILLE Roselyne, M. CORNEILLE Denis, M. DARTRON Jean, M. DELTA Edouard, M. DULAC Daniel, M. FRANCFORT Philipson, M. HERMIN Georges, M. HILL Joseph, Mme JASMIN Victoire, Mme LORMEL épouse ARPHEXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MANETTE Sandra, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, M. MARCEL Edmond, M. MANICOM Grégory, Mme MEKEL Alexina, M. MORNAL Blaise, M. PORLON Pierre, Mme REINE Epse RAMPATH Sheila, Mme SERMANSON Sylvia,

**CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Deux (2)**

M. ROUX Harry à M. HILL Joseph  
M. BARDAIL Jean à Mme CARDOVILLE Prisca

**CONSEILLERS EXCUSES : Deux (2)**

Mme OUJAGIR Nadia, M. SIOUMANDAN Rénalt

**CONSEILLERS ABSENTS : Neuf (9)**

M. ANZALA Jean, Mme ARMOUGON Betty, Mme DELORD Jocelyne, M. DONA-ERIE Alfred, Mme GUILLAUME Stella, Mme LAUG Caroll, M. HUBERT Jean-Marie, M. MITEL Florent, Mme RAMASSAMY Yvelle

**A été élu secrétaire de séance : M. PORLON Pierre**

**Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,**

**Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT ;**

**Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DiCTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;**

**Vu les statuts de la CANGT ;**

**Considérant** que le contrat de ruralité s'inscrit comme un outil de programmation pour la mise en œuvre des actions prioritaires des intercommunalités en partenariat avec l'Etat.

**Considérant** que les orientations dudit sont déclinées en 6 grandes thématiques :

- L'accès aux services publics et marchands, ainsi qu'aux soins ;
- La revitalisation des bourgs centres, notamment à travers la rénovation de l'habitat et le soutien au commerce de proximité dans les centres villes/bourgs ;
- L'attractivité du territoire (développement économique dont agriculture, offre de formation, numérique, tourisme, patrimoine naturel, etc...) ;
- Les mobilités locales et l'accessibilité au territoire ;
- La transition écologique et énergétique ;
- La cohésion sociale.

**Considérant** que le contrat de ruralité 2017-2020 du Nord Grande-Terre comporte 7 fiches-actions pour un montant total de 6 689 532,00 €, dont 2 182 524,00 € de subventions sollicitées.

**Considérant** que cette programmation sur 4 ans fait l'objet d'une déclinaison annuelle par le biais d'une Convention financière.

**Considérant** que la convention financière 2017 liste les actions à engager au titre de l'année 2017.

**Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente, après en avoir délibéré et voté à l'unanimité des votants**

## **DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'approuver le projet de contrat de ruralité du Nord Grande-Terre 2017-2020.

**ARTICLE 2** : D'autoriser la Présidente à signer ledit contrat et tous documents afférents à sa mise en œuvre.

**ARTICLE 3** : D'approuver le projet de convention financière 2017.

**ARTICLE 4** : D'autoriser la Présidente à signer ladite convention financière, ainsi que tous documents afférents à sa mise en œuvre.

**ARTICLE 5** : Le Directeur Général de la Communauté et le comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de la Guadeloupe (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : [greffe.ta-basse-terre@juradam.fr](mailto:greffe.ta-basse-terre@juradam.fr)) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.*

l'a fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,



- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre,
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, du Moule, Morne-à-L'Eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au Comptable public de Port-Louis

Accusé de réception Préfecture n° :  
971-200044691-20171012-COM2017101207-DE  
Date de transmission à la Préfecture :  
31/10/2017

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de la Guadeloupe (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : [greffe.ta-basse-terre@juradam.fr](mailto:greffe.ta-basse-terre@juradam.fr)) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.*

